



Ottawa, Canada

Le Canada demande un examen de l'application de l'Acte final d'Helsinki . . .	1
Un Louvre moins connu: la Commission économique France-Canada . . . . .	3
Entente canado-roumaine sur les échanges agricoles et scientifiques . . . . .	3
Restauration d'un des derniers forts du Régime français . . . . .	4
Création récente d'une Banque nationale d'emplois . . . . .	4
Accord canado-cubain . . . . .	5
Centre d'essai pour satellites . . . . .	5
Parkas produits en série dans le Grand Nord canadien . . . . .	5
L'Office de tourisme rend hommage à l'ASAE . . . . .	6
Une société albertaine se lance dans la fabrication du gasohol . . . . .	6
Nouvelle victoire de J. Gareau . . . . .	6
Film de l'ONF sur l'alcoolisme . . . . .	6
Chronique des arts . . . . .	7
Nouvelles brèves . . . . .	8

## Dernière heure

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons le décès de M. Jules Léger, gouverneur général du Canada de 1974 à 1979. Dans son prochain numéro *Hebdo Canada* consacrera un article à cet ancien diplomate et haut fonctionnaire qui consacra 38 années de sa vie au service du Canada.

## Le Canada demande un examen de l'application de l'Acte final d'Helsinki

*Il est nécessaire d'entreprendre un examen objectif et attentif de l'application actuelle des dispositions de l'Acte final d'Helsinki et de mettre l'accent sur le respect de ses principes, a déclaré le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, à la séance d'ouverture de la Réunion de suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), le 12 novembre, à Madrid, Espagne.*

*Pour servir les desseins de l'Acte, les États participants doivent mesurer et améliorer la qualité de leurs réalisations et formuler de nouvelles propositions destinées à approfondir leur engagement collectif, a souligné M. MacGuigan dans son allocution, dont voici des extraits.*

...L'Acte final est l'expression institutionnelle d'une politique destinée à réduire les tensions et à intensifier la coopération en Europe. Il nous aide donc à évaluer l'état des relations Est-Ouest...

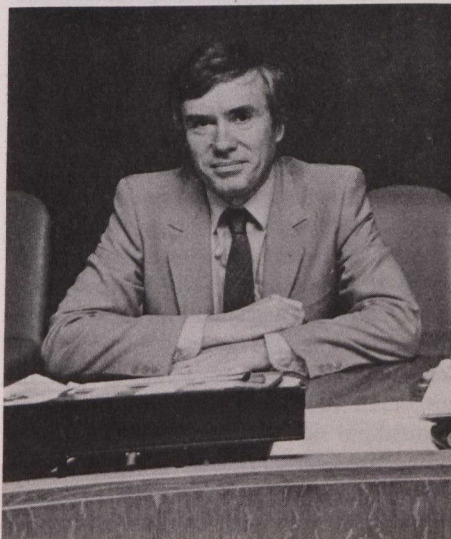
A cet égard, je me dois de souligner que la réunion de Madrid a revêtu une importance bien plus grande que nous ne l'avions prévu lorsqu'elle a été convoquée, il y a plusieurs années. Il nous est impossible ici d'ignorer la détérioration des relations entre l'Est et l'Ouest, qui a abouti en décembre dernier à l'intervention soviétique en Afghanistan. Quelle que soit la façon dont cette intervention est perçue, il est indéniable que l'environnement international a été sérieusement secoué, tout comme la confiance sur

laquelle repose toute la politique de détente. Nous ne pouvons interpréter la crise afghane comme un simple problème local ou régional, ou comme une question étrangère au cadre des relations Est-Ouest...

L'Histoire nous a douloureusement enseigné qu'il est impossible de maintenir la confiance et la stabilité dans une région donnée si, dans une autre région, règnent la méfiance et l'instabilité. Pour que cette confiance prédomine en Europe, les États participants doivent accepter que les mêmes règles de conduite soient appliquées uniformément. En l'absence de cette prémisse et d'une démarcation nette entre la poursuite des intérêts nationaux et la pratique de la retenue, cette politique que nous avons appelée détente sera inévitablement ébranlée.

L'alternative à la détente, dont le concept le plus fondamental est le non-recours au conflit armé, est quelque chose qu'aucun de nous ne peut contempler avec équanimité. Mais cette irréversibilité ne s'applique pas nécessairement au processus de coopération Est-Ouest, qui a grandi autour de la détente et en forme une précieuse composante. N'en prenons pour preuve que les mesures que mon gouvernement, et d'autres gouvernements représentés ici, se sont vus contraints de prendre en réponse à l'intervention soviétique en Afghanistan.

Tant que les troupes soviétiques resteront en Afghanistan, cette question jettera inévitablement une ombre sur la détente actuelle. Néanmoins, mon gouver-



M. Mark MacGuigan

Milton Grant, Nations Unies